

<https://www.aefinfo.fr/depeche/716762-le-snuipp-fsu-appelle-a-la-greve-contre-les-evaluati...>

✍ Elise Le Berre

🕒 7 min read

Le Snuipp-FSU appelle à la grève contre les évaluations nationales dans le premier degré

"Aurons-nous un ministre de l'Éducation à la rentrée ?" s'interroge le Snuipp-FSU lors d'une conférence de presse le 26 août 2024. Alors que la ministre démissionnaire a réuni ce jour les recteurs, le syndicat s'inquiète des "injonctions" que pourraient donner les IEN aux directeurs d'école, tandis que la nomination prochaine d'un nouveau Premier ministre pourrait rebattre les cartes. Le syndicat, qui demande l'abrogation du choc des savoirs, appelle les enseignants du 1er degré à ne pas faire passer les évaluations nationales, qui "limitent la liberté pédagogique" et appelle à la grève.



Blandine Turki, Guislaine David (porte-parole du Snuipp-FSU) et Nicolas Wallet , co-secrétaires généraux, lors de la conférence de rentrée le 26 août 2024. AEFInfo

"À la rentrée scolaire 2023, nous nous demandions s'il y aurait un enseignant devant chaque classe : cette année, on se demande s'il y aura un ministre de l'Éducation", déclare Guislaine David, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, lors de la conférence de rentrée le 26 août 2024.

Alors que la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale recevait aujourd'hui les recteurs et DASEN pour leur présenter les grandes lignes de cette nouvelle année scolaire, le syndicat des enseignants du premier degré dénonce une situation "ubuesque". "Nicole Belloubet va sans doute dérouler aux recteurs son discours reprenant la circulaire de rentrée, qui insiste sur le choc des savoirs et les évaluations nationales, alors qu'un nouveau Premier ministre pourrait tout stopper". Pour la porte-parole du Snuipp-FSU, "cela pose question, puisque ces injonctions vont ensuite être données aux directeurs d'école via les JEN".

Par ailleurs, la rentrée scolaire, qui aura lieu le 2 septembre prochain, pourrait avoir lieu sous un autre ministre de l'Éducation nationale, le président de la République continuant de consulter les chefs des partis politiques en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre. "Échaudé" par cette valse des ministres de l'Éducation, mais aussi par le rythme des réformes, le Snuipp-FSU déplore que les rentrées scolaires de ces dernières années aient toutes été "complexes", et appelle, dans un contexte de recomposition politique, à ce que l'école publique "constitue la première grande cause nationale capable de rassembler une majorité qui s'accorde sur son importance décisive" au sein d'une tribune parue sur Libération.

Des évaluations nationales qui "limitent la liberté pédagogique des enseignants"

Autre demande du syndicat : la fin des évaluations nationales. Ces dernières, qui ont été généralisées dans le cadre du choc des savoirs, seront finalement facultatives en 5e et 3e (lire sur AEF info), mais concernent tous les niveaux en école élémentaire. Or, "depuis 2017, les enseignants sont soumis à une avalanche de prescriptions, dont les évaluations sont un outil central de ce pilotage : qu'on parle de pratiques pédagogiques ou de financement, tout se fait au regard de ces évaluations", qui ne portent que sur une part très réduite des programmes, estime le syndicat.

Pour le Snuipp, les évaluations ont pour effet "d'uniformiser les pratiques, ce qui limite la liberté pédagogique des enseignants". Guislaine David prend ainsi l'exemple de la

fluence : "pour répondre aux évaluations nationales, on nous recommande de faire beaucoup d'exercices de fluence, d'entraîner les élèves à lire vite. Mais ce n'est pas parce qu'un élève lit vite qu'il comprend : c'est la compréhension qui compte, pas la lecture rapide".

Autant d'"injonctions" sur les méthodes et les pratiques "de plus en plus insupportables pour les enseignants", poursuit le syndicat, pour lequel ce sont les programmes qui doivent guider les enseignants, "à charge ensuite pour eux d'adapter le chemin conduisant aux objectifs fixés".

La non-passation des évaluations pour "enrayer la machine"

Aussi, suite à des discussions en intersyndicale, le Snuipp appelle à "enrayer la machine, et ne pas faire passer les évaluations nationales : nous n'en avons pas besoin pour conduire une politique éducative".

Mais il ne s'agit pas pour autant de refuser tout type d'évaluation, précise la porte-parole. S'appuyant sur les évaluations Pisa, qui "ne sont pas standardisées", Guislaine David estime qu'en France, "des moyens existent pour des évaluations sur panel".

Les évaluations standardisées, elles, "ne répondent pas aux besoins, ne concernent que les mathématiques et le français, et engendrent du stress chez les élèves, les parents et les enseignants", explique Guislaine David. Aux côtés de la CGT Éduc'action et de SUD-Éducation, le Snuipp appelle ainsi "à la libre passation des évaluations, sans obligation pour les enseignants", et mobilisera les professeurs du premier degré "par une journée de grève, a priori le 10 septembre, lors de la semaine de passation", qui commence le 6 septembre.

Effectifs, financement du privé... les autres sujets évoqués

Après avoir rappelé la "dégradation" des conditions de travail des enseignants et la succession de "réformes inadaptées", Guislaine David a présenté d'autres demandes du syndicat majoritaire dans le 1er degré pour cette rentrée :

- **Des effectifs limités.** "L'urgence d'agir sur les effectifs d'élèves par classe". "En plus de laisser place au dialogue et permettre une meilleure gestion des conflits, les enseignants auraient davantage de temps à consacrer aux élèves en difficulté, en

particulier dans les milieux populaires, et les élèves en situation de handicap pourraient bénéficier d'une inclusion de meilleure qualité". Afin de parvenir à réduire les effectifs, le syndicat enseignant évoque plusieurs axes de manœuvres : ne pas fermer de classes et profiter de la baisse de la natalité, arrêter de supprimer des emplois et créer des postes de remplaçants et d'enseignants spécialisés.

- **Renforcer l'attractivité du métier d'enseignant.** "Il est urgent de fournir aux enseignants les moyens de redonner du sens à leur métier. Cela passe par une formation de qualité, des recrutements suffisants et une véritable politique d'attractivité du métier", signale le syndicat dans la tribune de *Libération*. Entre la baisse des candidatures aux concours - y compris dans les académies attractives - et la hausse des départs volontaires, la difficulté de recrutement des enseignants s'est "transformée en une crise structurelle" affirme Nicolas Wallet, co-secrétaire général du Snuipp-FSU.
- **"L'urgence" d'un financement public.** Blandine Turki, co-secrétaire générale, rappelle que l'école privée est largement financée par l'État tout en étant exemptée de toutes contraintes. Le Snuipp-FSU dénonce un financement "très opaque" et demande "l'arrêt du financement d'une école ségrégative, et l'investissement de l'argent public pour l'école publique". Dans sa tribune, le syndicat demande au Parlement de "voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classe l'année prochaine".

Generated with Reader Mode